

Soutenir le fondateur de WikiLeaks

Liste de personnalités, organisations et partis soutenant Julian Assange Cette liste non-exhaustive a été établie par l'Adetra en janvier 2020, dernière mise à jour en février 2020 Une modification a été apportée à cette liste le 25 novembre 2020 Les dates précédant les noms de chaque entité - personnalité, organisation - sont mentionnées à titre indicatif; les soutiens à Julian Assange ayant pu avoir lieu sur plusieurs mois, voire plusieurs années. Le contenu de chacun des documents de cette liste n'engage pas la responsabilité de l'Adetra. Cette liste est à votre disposition, pas de Copyright. Les experts de l'ONU · Dès mars 2019. Le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Nils Melzer <https://news.un.org/fr/story/2019/05/1044741>

Twitter de M. Melzer : <https://twitter.com/NilsMelzer/> · Le 5 février 2016. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire de l'ONU <https://www.ohchr.org/FR/NewYork/Stories/Pages/JulianAssangeArbitrarilyDetainedUNPanelFinds.aspx> · Le 11 avril 2019. La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnes Callamard, et l'expert indépendant de l'ONU sur le droit à la vie privée, Joe Cannataci <https://news.un.org/en/story/2019/04/1036491> · Le 11 avril 2019. Réaction du rapporteur spécial de l'ONU sur la protection du droit à la liberté d'expression, David Kaye <https://twitter.com/davidakaye/status/1116329346296213509?lang=fr> Les personnalités politiques · Le 5 avril 2019. Rafael Correa ex-président de l'Équateur : Il n'y a pas le choix, Julian Assange est citoyen équatorien. Il a la citoyenneté équatorienne. Donc, selon notre constitution, il ne peut pas être extradé vers les États-Unis ou ailleurs, a dit M. Correa, en réaction à des rapports selon lesquels Assange allait être expulsé de l'ambassade de l'Équateur à Londres en quelques heures et quelques jours. <https://www.youtube.com/watch?v=LS4OGmWVOGI> · Le 15 juin 2019. Ögmundur Jónasson, ex-ministre de l'Intérieur d'Islande <https://www.youtube.com/watch?v=CmPQY7cXOIg> · Le 21 octobre 2019. Craig Murray, ex-ambassadeur de Grande-Bretagne https://www.legrandsoir.info/assange-au-tribunal-21-octobre-2019.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter · Le 4 janvier 2020. Robert John (Bob) Carr, Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud de 1995 à 2005, et ex-ministre fédéral australien des Affaires étrangères <https://www.smh.com.au/world/europe/an-issue-of-freedom-us-treatment-of-assange-risks-souring-alliance-20200101-p53o6x.html> · Le 26 novembre 2019. Kevin Michael Rudd, ex-Premier ministre d'Australie : "Si [les procureurs américains] estiment que M. Assange a enfreint la loi en obtenant et en divulguant des informations secrètes, alors je me demande ce qui le distingue de tout [autre] journaliste qui sollicite, obtient et publie de telles informations". <https://www.smh.com.au/politics/federal/rudd-says-assange-faces-unacceptable-and-disproportionate-punishment-20191125-p53duj.html> · Le 3 janvier 2020. Le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1213135825443184641> · Le 9 décembre 2019. L'ex-premier ministre adjoint australien Barnaby Joyce a affirmé que Julian Assange n'est pas différent des autres journaux qui ont publié les mêmes fuites <https://www.youtube.com/watch?v=u8V4sw4hajU> · Le 11 mai 2019. Le candidat présidentiel Mike Gravel, ancien sénateur américain de l'Alaska : Julian Assange ne recevra pas de procès équitable aux États-Unis ! <https://www.youtube.com/watch?v=HRXINXaQo6Q>

· Le 11 avril 2019. Jesse Ventura, 38ème gouverneur du Minnesota, États-Unis <https://twitter.com/govjventura/status/1116511935770636290> · Le 4 janvier 2020. Josy Dubié, ex-correspondant de guerre, journaliste et sénateur belge, a adressé une Lettre ouverte à Amnesty International, afin de comprendre la raison de leur silence assourdissant. http://www.kairospresse.be/article/tous-assange-ni-la-presse-de-masse-ni-amnesty-international?fbclid=IwAR3eBL19eTLHCGglyz4Vy03j5PI6gRv_ZybMW_ERS4vYMwi8q2ro_ihyx50 Pour la Suisse, voir ci-après Parlement européen, députés européens et nationaux, et membres de partis · Le 16 avril 2019, le Parlement européen a adopté à une large majorité une nouvelle Directive pour les lanceurs d'alerte http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-0366_FR.html#title1 · Le 19 juin 2019. Des membres du Parlement européen ont adressé une Lettre ouverte au vice-président de la Commission européenne, Frank Timmermans qui stipule que : Lorsqu'un journaliste ou un lanceur d'alerte découvre des secrets d'État qui sont dans l'intérêt public, ils ne doivent pas être poursuivis pour leur acte de service public. La vérité doit être révélée dans tous les cas, et les lanceurs d'alerte qui la révèlent doivent être protégés. Nous pensons que c'est incontestablement le cas de M. Julian Assange, c'est pourquoi cette loi devrait être appliquée pour le protéger de toute mesure de rétorsion éventuelle à la suite de son travail sur la plateforme WikiLeaks <https://www.guengl.eu/content/uploads/2019/06/Assange-Case-Letter-to-Timmermans-June-2019-1.pdf> · Le 14 novembre 2019, Le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique GUE/NGL <https://web-guengl.streamovations.be/index.php/event/stream/journalism-is-not-a-crime-the-assange-extradition-case#/panel1> · Le 18 avril 2019, l'eurodéputée Verte Eva Joly <https://www.humanite.fr/videos/dans-le-sort-de-julian-assange-se-joue-le-futur-de-nos-democraties-671088> · Le 15 avril 2019. La députée Sevim Dagdelen, membre du Bundestag <https://www.youtube.com/watch?v=BN2I2LuV1-o>

· Le 27 novembre 2019. Une audience publique organisée par le parti politique allemand Die Linke s'est tenue au Bundestag allemand <https://www.youtube.com/watch?v=nm7tVDPLUOA&feature=youtu.be> · Le 29 octobre 2019. Un groupe de députés australiens, dont Andrew Wilkie et Dawson George Christensen du parti national libéral <https://www.abc.net.au/news/2019-10-29/nq-politician-seeks-meeting-with-wikileaks-founder/11649266> · Le 22 octobre 2019. Secrétaire national du parti socialiste de l'égalité (SEP), Chris Marsden <https://www.youtube.com/watch?v=oPxCF7txtg> et <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/02/06/jula-f06.html> Conseil de l'Europe · Le 28 janvier 2020, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a appelé les États membres à s'opposer à l'extradition du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, vers les États-

Unis, et à décider qu'il soit rapidement libéré <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=28508&lang=FR> / <https://bridgesforfreedom.media/council-of-europes-parliamentary-assembly-calls-for-assanges-prompt-release/> Traduction : <https://www.legrandsoir.info/l-assemblee-parlementaire-du-conseil-de-l-europe-demande-la-liberation-rapide-d-assange.html> · Le 19 février, un plaidoyer a été envoyé par la Maison des Lanceurs d'Alerte et seize autres organisations de France, Suisse, Espagne, Belgique et Allemagne à la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovi : <https://www.ldh-france.org/proces-de-julian-assange-lextradition-vers-les-etats-unis-violerait-gravement-les-droits-de-lhomme/>

Avec nos remerciements à Maryse Artiguelong, vice-présidente de la LDH France et de la FIDH !

· Le 20 février, la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe a fait la déclaration suivante : <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/julian-assange-should-not-be-extradited-due-to-potential-impact-on-press-freedom-and-concerns-about-ill-treatment>

Les personnalités de la Défense nationale et/ou des Agences de renseignements · Le 24 juin 2019, Karen U. Kwiatkowski, ex-lieutenant colonel de l'US Air Force, ex-membre de la NSA, et ex-analyste au Pentagone, a relaté que des employés du gouvernement américain du Département de la Défense, du FBI et de la CIA ont interrogé et "traité" Assange avec de la drogue de Belmarsh. (cf. Horizons et débats). Le BZ est une substance toxicologique non létale officiellement interdite au niveau international par la Convention sur les armes chimiques. <https://www.zeit-fragen.ch/fr/archives/2019/n-14-24-juin-2019/avec-son-procede-de-traitement-contre-julian-assange-lamerique-creuse-sa-propre-tombe.html> Et https://www.zeit-fragen.ch/fr/recherche.html?L=2&id=3661&tx_solr%5Bq%5D=24+juin+2019 · Le 19 décembre 2018. John Kiriakou, ancien agent antiterroriste de la CIA et un ex- enquêteur principal du Comité sénatorial des relations étrangères. Il est devenu le sixième lanceur d'alerte inculpé par le gouvernement Obama en vertu de la loi sur l'espionnage, loi conçue pour punir les espions. Il a passé 23 mois en prison pour avoir tenté de s'opposer au programme de torture de l'administration Bush : "Julian Assange n'aura jamais un procès équitable aux États-Unis" <https://www.youtube.com/watch?v=dqaYa2lKwWw> · Le 14 septembre 2019. Ann Wright, ex-colonel de réserve de l'armée américaine après 29 ans de service. Elle a ensuite servi en tant que diplomate US dans neuf pays et ambassadeur adjoint dans quatre ambassades des États-Unis. Elle est membre du conseil consultatif du Bradley Manning Support Network. En 2003 elle a démissionné du Département d'Etat des Etats-Unis par opposition à la guerre en Irak <https://www.stripes.com/instead-of-attacking-wikileaks-fix-what-it-exposed-1.155086>

Premier Amendement · Le 21 novembre 2018. L'ancien avocat en chef du New York Times, James Goodale et célèbre avocat du premier Amendement : "Pourquoi la cause du ministère de la Justice contre Julian Assange établit un précédent incroyablement dangereux" <https://gen.medium.com/former-new-york-times-chief-lawyer-rally-to-support-julian-assange-even-if-you-hate-him-639b2d89dd92>

Un extrait de cet article a été présenté par The University of Chicago : <https://www.law.uchicago.edu/news/james-goodale-58-former-general-counsel-new-york-times-and-famous-first-amendment-lawyer> Les organisations de défense des droits de l'homme · Le 7 janvier 2020. La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) regroupe 192 organisations nationales de défense des droits humains dans 112 pays. La FIDH a envoyé avec la Ligue des droits de l'Homme France (LDH) une Lettre ouverte à l'attention de l'ambassadeur de Grande-Bretagne en France, signée par Alice Mogwe, présidente de la FIDH, et Malik Salemkour, président de la LDH <https://www.ldh-france.org/lettre-ouverte-a-lattention-de-lambassadeur-de-grande-bretagne-en-france-concernant-la-situation-de-monsieur-julian-assange/> · Diverses actions entreprises par la Ligue des droits de l'Homme France (LDH) <https://www.ldh-france.org/?s=assange>

Une importante contribution a été apportée par Jean-Pierre Rafier, membre du Comité central LDH France, avec l'appart de Roland Biache, secrétaire général LDH. · Le 24 mai 2019. Human Rights Watch, organisation non gouvernementale internationale qui se donne pour mission de défendre les droits de l'homme et le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'organisation compte 450 employé.e.s représentant plus de 70 nationalités. Tribune de Dinah PoKempner, directrice juridique de Human Rights Watch <https://www.hrw.org/news/2019/05/24/new-assange-charges-threaten-investigative-journalism> · Le 24 décembre 2019, Reporters sans frontières, avec une déclaration de son Secrétaire général, Christophe Deloire <https://rsf.org/en/news/two-months-assanges-extradition-hearing-rsf-calls-his-release-humanitarian-grounds-and-us-espionage>

Les médecins · Le 23 novembre 2019. 67 Médecins du monde entier adressent une 1ère Lettre ouverte au ministre britannique de l'intérieur Priti Patel <https://consortiumnews.com/2019/11/23/doctors-petition-uk-home-secretary-over-julian-assange/> · Le 6 décembre 2019. Deuxième lettre ouverte des médecins au gouvernement du Royaume-Uni. <https://www.legrandsoir.info/julian-assange-deuxieme-lettre-ouverte-au-gouvernement-du-royaume-uni.html> Lettre originale : <https://truepublica.org.uk/united-kingdom/second-medical-doctors-appeal-to-save-julian-assanges-life/> · Le 18 décembre 2019. Tribune de Rony Brauman et Jean-Hervé Bradol, ex-présidents de Médecins sans frontières : "Nous appelons à la libération de Julian Assange et de Chelsea Manning, victimes de la vengeance d'Etats". https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/12/18/nous-appelons-a-la-liberation-de-julian-assange-et-de-chelsea-manning-victimes-de-la-vengeance-d-etats_6023328_3232.html · Le 12 février 2020. Le Dr Lissa Johnson appelle les travailleurs et les jeunes à se mobiliser pour défendre Julian Assange et Chelsea Manning <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/02/12/jacm-f12.html> Les avocats et juristes · Le 13 janvier 2020. James C. Goodale, est un des avocats les plus éminents et les plus respectés aux États-Unis. Il a été vice-président et avocat en chef du New York Times, puis vice-président du Times : Il est surtout connu pour avoir représenté le New York Times lorsque ce journal a été poursuivi par le gouvernement Nixon pour avoir publié les documents du Pentagone (Pentagone Papers) en 1971. <https://thehill.com/opinion/criminal-justice/477939-will-cia-misbehavior-set>

julian-assange-free (faire un copié-collé) et <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/01/15/pers-j15.html> · Le 18 janvier 2020. Interview de Maître Annemie Schaus, professeur à la Faculté de droit et de criminologie de l'Université libre de Bruxelles, et avocate au barreau de Bruxelles. Elle a été successivement directrice du Centre de droit public, puis doyenne de la faculté et vice-rectrice à la politique académique de l'université. Elle fait partie de l'équipe de défense de Julian Assange, pour les aspects droits de l'homme, protégés par la Convention européenne des droits de l'homme. https://www.youtube.com/watch?v=xlpTqE8kALI&feature=emb_share&app=desktop

Le 14 novembre 2019. Me Annemie Schaus <http://www.darksite.ch/alachaine/spip/spip.php?article468> · Le 20 janvier 2019. Tribune de Maître Eva Joly, parue dans "Le Monde" : Julian Assange se meurt en prison pour avoir rendu publics des crimes de guerre. Mme Joly est avocate au barreau de Paris. Ancienne magistrate, elle a été députée européenne "Europe Ecologie-Les Verts" de 2009 à 2019. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/20/eva-joly-julian-assange-se-meurt-en-prison-pour-avoir-rendu-publics-ces-crimes-de-guerre_6026528_3232.html · Le 2 décembre 2019. Appel d'avocats internationaux destiné au Royaume-Uni : <https://www.transcend.org/tms/2019/12/julian-assange-an-appeal-from-international-lawyers/> · Le 7 juin 2019. La National Lawyers Guild (NLG) est une association progressiste d'intérêt public composée d'avocats, d'étudiants en droit, de parajuristes, d'avocats pénitentiaires, de juristes membres du collectif juridique et d'autres travailleurs juridiques activistes aux États-Unis. <https://www.nlg.org/nlg-reiterates-support-of-julian-assange-chelsea-manning-and-free-press/> · Le 17 juin 2014.

Communiqué de l'Association internationale des avocats démocrates (IADL), organisation non gouvernementale qui regroupe des sections et des membres dans 50 pays et territoires : "59 organisations internationales demandent à l'ONU de remédier aux violations des droits humains dans la détention préventive de Julian Assange, éditeur de Wikileaks." <https://iadllaw.org/2014/06/59-international-organizations-call-upon-un-to-remedy-human-rights-violations-in-pre-charge-detention-of-wikileaks-publisher-julian-assange/> · Le 27 juin 2019. L'Association internationale des avocats démocrates (IADL) a organisé un Événement parallèle au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies lors, de sa 41e session : "Détention arbitraire et torture de Julian Assange" <https://iadllaw.org/2019/06/27-june-geneva-the-arbitrary-detention-and-torture-of-julian-assange/> · L'avocat Gregory Joseph Barns <https://twitter.com/barnsgreg>

<https://www.smh.com.au/national/the-swedish-case-against-assange-was-always-political-20191120-p53cgs.html>

· Mai 2019. Juan Branco <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/05/BRANCO/59876>

Les Fédérations et Unions de journalistes, Organisation de défense de la liberté de la presse · Le 14 novembre 2019. La Fédération internationale des journalistes FIJ, la plus grande organisation de journalistes au monde, représente 600'000 professionnels des médias dans 187 syndicats et associations dans plus de 140 pays. Fondée en 1926, la FIJ est l'organisation qui s'exprime au nom des journalistes au sein des Nations Unies et du mouvement syndical international. <https://twitter.com/IFJGlobal/status/1194913542815834114> · Le 2 janv. 2020, la Fédération européenne des journalistes (FEJ) <https://europeanjournalists.org/?s=assange> · Le 24 mai 2019. L'Union nationale britannique des journalistes (NUJ) <https://www.nuj.org.uk/news/new-us-charges-against-assange-could-criminalise-the-work-of/> · Le 11 avril 2019. L'Union américaine pour les libertés civiles ACLU est une importante association à but non lucratif américaine basée à New York dont la mission est de "défendre et préserver les droits et libertés individuelles garanties à chaque personne dans ce pays par la Constitution et les lois des États-Unis". Elle compte environ 500'000 membres <https://www.legrandsoir.info/arrestation-de-julian-assange-declaration-de-l-union-americaine-pour-les-libertes-civiles.html>

· Le 13 juin 2019. L'Association des journalistes allemands (DJV) a appelé les autorités britanniques à libérer immédiatement Assange: <https://www.djv.de/startseite/profil/der-djv/pressebereich-download/pressemitteilungen/detail/article/assange-sofort-frei-lassen.html> · Le 15 octobre 2019. Les principales organisations de défense de la liberté de la presse ont organisé un Événement à l'Université Columbia à New York <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/10/18/cmja-o18.html> · Le 7 juin 2019. Le Club des journalistes du Mexique <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/06/12/assa-j12.html>

Les journalistes, éditeurs et médias · Le 6 décembre 2019, deux journalistes suisses Serena Tinari et Catherine Riva, lancent l'Appel mondial des journalistes pour soutenir Julian Assange <https://antipresse.net/la-communaute-des-journalistes-se-mobilise-pour-julian-assange/> · Janvier 2020, plus de 1000 journalistes ont déjà signé l'Appel mondial pour défendre Julian Assange, avec les signatures de 80 journalistes suisses <https://speak-up-for-assange.org/fr/> · Le 10 août 2019. Le journaliste d'investigation Mark Davis, lauréat du prix Walkley en 1998

<https://www.wsws.org/en/articles/2019/08/10/assa-a10.html> · Le 23 août 2019. Déclaration conjointe des journalistes Nick Davies et Mark Davis : Depuis qu'il a lancé Wikileaks il y a 13 ans, Julian Assange a travaillé avec un engagement et une bravoure extraordinaires pour faire connaître au grand jour les activités les plus sombres des gouvernements. Il a dénoncé les assassinats, la torture et le meurtre collatéral de civils. <https://www.michaelwest.com.au/julian-assange-smears-fade-as-wikileaks-witnesses-concede-he-was-not-reckless-did-protect-informants/> · Le 14 novembre 2019. Article de 2 journalistes britanniques Mark Curtis et Matthew Kennard https://www.dailymaverick.co.za/article/2019-11-14-julian-assanges-judge-and-her-husbands-links-to-the-british-military-establishment-exposed-by-wikileaks/?__cf_chl_captcha_tk__=b0c35537bf459e4f104beb484340c19a599a896c-1578492001-0-Aey7wL_3MwLcaPtkpr-dgb52rMywMb71VQRpTfWnXEJ2P5oGKQ0kzOZhJGSKSKLYx80JCX5f2XzyvE0WWhr9Gy1drYQ1Tk2AZGphp0j0bsjSjHn99ZdMjfnJKFOerBuKoBepUuvO5yog_sdyPoQHA5gL_tAm-9kyUrw_9FKBkgsIL54YbZW05p3A3jM31PfeJPEZkRpxZiv9_mzXN842w_u87Z6M3xVkyS01JV9sA0Q5DKAX5bqwEkMuGSpmDWi2ewrLXArepQOApD3FeadH0CiMdYi53EflsSnyTs5ik4Wr0S_p4dFifaapnx2cK5ZjJV_dhT5kPBVfVmxmT13wT6bS_maFsm-SJunGDxDy_zljl6OWTZ5Sd1QF2GK-Wj9fXjtNX6gP07s1v609N708E7tqQSKVdiaEB131q64HfyIBC956NOiO6AVzFPCQhPsiTV7ZKV7JNAGqUoahi79BtWQMK

<https://www.wsws.org/en/articles/2019/08/10/assa-a10.html> · Le 23 août 2019. Déclaration conjointe des journalistes Nick Davies et Mark Davis : Depuis qu'il a lancé Wikileaks il y a 13 ans, Julian Assange a travaillé avec un engagement et une bravoure extraordinaires pour faire connaître au grand jour les activités les plus sombres des gouvernements. Il a dénoncé les assassinats, la torture et le meurtre collatéral de civils. <https://www.michaelwest.com.au/julian-assange-smears-fade-as-wikileaks-witnesses-concede-he-was-not-reckless-did-protect-informants/> · Le 14 novembre 2019. Article de 2 journalistes britanniques Mark Curtis et Matthew Kennard https://www.dailymaverick.co.za/article/2019-11-14-julian-assanges-judge-and-her-husbands-links-to-the-british-military-establishment-exposed-by-wikileaks/?__cf_chl_captcha_tk__=b0c35537bf459e4f104beb484340c19a599a896c-1578492001-0-Aey7wL_3MwLcaPtkpr-dgb52rMywMb71VQRpTfWnXEJ2P5oGKQ0kzOZhJGSKSKLYx80JCX5f2XzyvE0WWhr9Gy1drYQ1Tk2AZGphp0j0bsjSjHn99ZdMjfnJKFOerBuKoBepUuvO5yog_sdyPoQHA5gL_tAm-9kyUrw_9FKBkgsIL54YbZW05p3A3jM31PfeJPEZkRpxZiv9_mzXN842w_u87Z6M3xVkyS01JV9sA0Q5DKAX5bqwEkMuGSpmDWi2ewrLXArepQOApD3FeadH0CiMdYi53EflsSnyTs5ik4Wr0S_p4dFifaapnx2cK5ZjJV_dhT5kPBVfVmxmT13wT6bS_maFsm-SJunGDxDy_zljl6OWTZ5Sd1QF2GK-Wj9fXjtNX6gP07s1v609N708E7tqQSKVdiaEB131q64HfyIBC956NOiO6AVzFPCQhPsiTV7ZKV7JNAGqUoahi79BtWQMK

hRex5cOa02MqgsPtLEaY2wIIPn50SDm1zIOnpTAmPyP5zg5d6nrYvg9qG__W7E4

<https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.dailymaverick.co.za/article/2019-11-15-conflicts-of-interest-judge-in-julian-assange-case-fails-to-declare-sons-links-to-uk-and-us-intelligence/&prev=search&pto=aue> · Le 22 août 2019. La journaliste Stefania Maurizi https://www.twitlonger.com/show/n_1sr06pq?new_post=true · Le site World Socialist Web Site (WSWS) et ses journalistes, dont Oscar Grenfell - importante contribution par de nombreux articles <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/25/asan-n25.html> · Le journaliste Viktor Dedaj apporte une importante contribution sur ce dossier par de très nombreuses traductions <https://www.legrandsoir.info/preoccupations-des-medecins-au-sujet-de-la-situation-critique-de-m-julian-assange-lettre-ouverte-au-ministre-britannique-de-l.html> · Le 4 novembre 2019. Lucy Komisar, journaliste d'investigation américaine basée à New York, lauréate du prix Gerald Loeb, le principal prix américain pour le journalisme financier <https://www.thekomisarscoop.com/2019/11/assange-lawyers-links-to-u-s-govt-bill-browder-raises-questions/> · Le 21 octobre 2019. Aymeric Monville, éditeur et écrivain, auteur du livre "Julian Assange en danger de mort" <https://www.youtube.com/watch?v=9abaFepzXM0> · Le 16 novembre 2018. Important article du journaliste Charlie Savage, lauréat du prix Pulitzer, correspondant à Washington pour le New York Times <https://www.nytimes.com/2018/11/16/us/politics/julian-assange-indictment.html> · Le 23 avril 2019. La journaliste indépendante Elizabeth Vos <https://www.les-theses.fr/les-revelations-de-wikileaks-n1-la-video-qui-a-place-assange-dans-le-collimateur-des-etats-unis/> · Le 24 mai 2019. La journaliste Caitlin Johnstone <https://medium.com/@caityjohnstone/how-many-times-must-assange-be-proven-right-before-people-start-listening-61229805a3d8> · Le 23 octobre 2019. Interview du journaliste australien John Pilger par le média RT <https://www.youtube.com/watch?v=GLXzudMCyM4> · Le 12 décembre 2019. Le journaliste Jan Jirat du Wochenzeitung WOZ (Suisse) <https://www.woz.ch/1950/assange-und-die-pressefreiheit/der-falsche-feind> · Le 27 novembre 2019. Trois syndicats français, membres de la FIJ dont le syndicat national des journalistes SNJ, le syndicat national des journalistes SNJ-CGT et l'Union syndicale des journalistes CFDT <https://snjcgf.fr/2019/11/27/julian-assange-lettre-ouverte-a-emmanuel-macron/> · Le 15 avril 2019. Le journal en ligne Contrepoints <https://www.contrepoints.org/2019/04/15/341634-julian-assange-102-milliards-de-dollars-contre-la-vie-dun-homme> · Le 6 février 2020. La Zweites Deutsches Fernsehen (ZDF), deuxième chaîne de télévision publique fédérale allemande présente un interview avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer. L'affaire Assange : le rapporteur spécial de l'ONU voit une conspiration menée contre le fondateur de Wikileaks <https://www.youtube.com/watch?v=50zQG6yPY58> Le monde de la culture · Le 15 juin 2018. Ken Loach, l'un des cinéastes les plus respectés au monde <https://www.wsws.org/fr/articles/2018/06/15/loach-j15.html> · Le 27 novembre 2019. C'est la deuxième fois que l'œuvre d'art, intitulée "Anything to Say ?" a été exposée dans la capitale allemande. La sculpture a été créée par l'artiste italien Davide Dormino qui était présent au rassemblement : <https://www.youtube.com/watch?v=EkxQdU15T6w> · Le 2 mai 2019. L'artiste mondialement connu Ai Weiwei <https://www.youtube.com/watch?v=GXX8ILGcINU> · Le 6 décembre 2019. Le musicien et compositeur britannique Brian Eno lance une nouvelle campagne de soutien. On voit sur la vidéo Ann Wright, ancien général de l'armée américaine et Medea Benjamin, militante politique américaine. <https://www.youtube.com/watch?v=2eroLnU71pw> · Le 23 novembre 2019. La designer Vivienne Westwood a déclaré : "Nous vivons dans un pays totalitaire maintenant" <https://www.youtube.com/watch?v=ZFic2KXTL1Y> · Le 7 mai 2019. L'actrice Pamela Anderson <https://www.theguardian.com/media/video/2019/may/07/pamela-anderson-speaks-out-after-visiting-julian-assange-prison-video> · Le 24 août 2012. Tribune des deux célèbres cinéastes Michael Moore et Oliver Stone <https://www.nextinpact.com/news/73297-michael-moore-et-oliver-stone-apportent-leur-soutien-a-julian-assange.htm?vc=1> · Le 2 septembre 2019. Le musicien des Pink Floyd Roger Waters chante "Wish You Were Here" à Londres <https://www.youtube.com/watch?v=tMm9CCQOXnA> · Le 12 avril 2019. Noam Chomsky, linguiste américain <https://www.youtube.com/watch?v=RYdDp4mHDRY> Autres soutiens · Défendant ses "principes", l'ancien analyste militaire américain Bradley (Chelsea) Manning est retournée en prison jeudi 16 mai 2019 pour la troisième fois après avoir de nouveau refusé de témoigner contre le fondateur de WikiLeaks Julian Assange <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/05/11/pers-m11.html> · Le 27 mai 2019. Mairead Corrigan-Maguire qui a obtenu conjointement avec Betty Williams le Prix Nobel de la paix de l'année 1976 <https://www.zeit-fragen.ch/fr/archives/2019/n-12-27-mai-2019/malheureusement-je-suis-convaincue-que-julian-assange-nobtiendra-pas-de-proces-equitable.html> · Le 11 avril 2019, Le lanceur d'alerte Edward Snowden <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/arrestation-d-assange-snowden-denonce-un-jour-sombre-pour-la-liberte-de-la-presse-20190411> et <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/01/31/esja-j31.html> · John McGhee, citoyen <https://www.facebook.com/112794885456369/photos/a.112960355439822/2715893568479808/?type=3> · Le 24 décembre 2019. La duchesse britannique de Beaufort, Tracy Worcester <https://twitter.com/akenneil/status/1209532057405276161> · Le 5 décembre 2019. Des adolescents australiens appellent au soutien de Julian Assange <https://www.wsws.org/en/articles/2019/12/05/teen-d05.html?fbclid=IwAR1ybsM-OLW-r655fw7R55e-kc2XNJfgF6otMrO7yUY0TcJVA5ZIRPTMvw> · Nombreux groupes de soutien · Les Gilets jaunes français <https://www.youtube.com/watch?v=e2mu8XFgs3k> · Un groupe australien www.assangecampaign.org.au · Un groupe belge Comité Free.Assange.Belgium · Lettres ouvertes, Appels et Pétitions · Le 15 avril 2019. Le Réseau mondial contre l'impunité des transnationales condamne l'arrestation de Julian Assange et reconnaît la grande valeur du travail accompli par WikiLeaks <https://www.stopcorporateimpunity.org/reseau-mondial-contre-limpunite-des-entreprises-condamne-larrestation-de-julian-assange/?lang=fr> · Liste des 235 signataires de Global campaign <https://www.stopcorporateimpunity.org/appeal-a-laction-internationale/?lang=fr> · Le 17 décembre 2019. Lettre ouverte au premier ministre australien, Scott Morrison, adressée par plus de 40 avocats, universitaires, journalistes, vétérans de la sécurité, dénonciateurs, auteurs et artistes <https://independentaustralia.net/life/life-display/open-letter-to-scott-morrison-regarding-julian-assange,13423> ·

Juillet 2019. La Coalition nationale unie contre la guerre "United National Antiwar Coalition" (UNAC) est la plus grande et la plus large coalition anti-guerre et de justice sociale aux États-Unis. Pétition pour libérer Julian Assange et Chelsea Manning <https://unac.notowar.net/petition-in-support-of-julian-assange-and-chelsea-manning/> En français <https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=https://unac.notowar.net/petition-in-support-of-julian-assange-and-chelsea-manning/&prev=search&pto=aue> · Novembre 2019, un collectif avec des personnalités du monde de la culture a lancé une pétition <https://www.change.org/p/gouvernement-lib%C3%A9ration-de-julian-assange> · Le 1er décembre 2019. Appel signé par 60 intellectuels de 15 pays remis au Palais de Lambeth appelant Sa Grâce, Justin Welby, Archevêque de Canterbury, à user de son influence morale pour mettre fin à l'emprisonnement injustifié de Julian Assange à la prison de Belmarsh. <https://www.globalresearch.ca/appeal-archbishop-canterbury-liberation-julian-assange/5696379?fbclid=IwAR25iEjFMErFwmADci4jJl73IDT1QkdwXWy0Bf1nQacZwTE6toJSqFbPxY> · 390'000 signatures à la mi-janvier pour la pétition en ligne de Change.org <https://www.change.org/p/n-extradez-pas-julian-assange-vers-les-etats-unis> · Le 9 février 2020. Une pétition massive pour la libération de Julian Assange a été déposée au Parlement australien <https://andrewwilkie.org/massive-petition-to-free-julian-assange-tabled-in-australian-parliament-today/>

Événements et Rassemblements · Le 12 juin 2019 à Londres. Événement "Imperialism on trial" animé par George Galloway, ancien député, avec les interventions de l'écrivain spécialisé dans les affaires internationales Alexander Mercouris, l'eurodéputée Clare Daly, l'ancien ministre de l'Intérieur d'Islande Ogmundur Jonasson, journaliste Tommy McKearney, l'analyste des affaires mondiales et journaliste Patrick Henningsen, journaliste britannique Neil Clark et du journaliste Roshan Muhammed Salih. https://www.youtube.com/playlist?list=PLto_hqqiYC2D-AeiNlSh8JdT4il-6ASJ- · Le 13 octobre 2019. Événement "Imperialism on trial - Free Julian Assange" en Irlande du nord https://www.youtube.com/watch?v=wvrPR0MUCSE&fbclid=IwAR2brS8RrVAaQ__ph98DM6SvVDR15o5ro4haCggNClwb aEksuvtfDan-WKo et <https://www.derryplayhouse.co.uk/events/details/imperialism-on-trial-free-julian-assange/1022> · Le 28 novembre 2019. Le réseau gallois, irlandais, écossais, et anglais WISE Up a organisé un Événement "Free The Truth" qui a réuni un important panel d'orateurs, avec le soutien du "Committee to Defend Julian Assange" <https://wiseupaction.info/2019/12/01/freethetruth-event-in-support-of-julian-assange-photos-and-videos-28-11-2019/> · Nombreux rassemblements à Londres, New York, Bruxelles (chaque semaine), Paris, villes françaises, plusieurs villes australiennes organisés par le Socialist Equality Party SEP, veilles hebdomadaires à Berlin, Genève <https://twitter.com/Unity4J>) Julian Assange a reçu de nombreux prix dans le cadre de son travail de publication : L'Index on Censorship Freedom of Expression Award 2008, The Economist New Media Award (USA) 2008, le 2009 Amnesty International UK Media Award (New Media), le 2010 Sam Adams Associates for Integrity in Intelligence (USA) award, la médaille d'or 2011 de la Sydney Peace Foundation (Australie), le 2011 Martha Gellhorn Prize for Journalism (UK), le 2011 Walkley Award for Most Outstanding Contribution to Journalism (Australie), le Prix Blanquerna 2011 du meilleur communicateur (Espagne), le Prix international Piero Passetti 2011 du journalisme de l'Union nationale des journalistes italiens, le Prix Jose Couso 2011 de la liberté de la presse (Espagne), le Prix international de la vie privée 2012, le Yoko Ono Lennon Courage Award en 2013, le Global Exchange Human Rights Awards en 2013, Médaille d'argent des meilleurs films et télévisions du monde aux festivals de New York (2013), ainsi que les nominations officielles pour le Prix Mandela des Nations unies (2014), le Prix de l'Union des journalistes du Kazakhstan (2014), et pour, le Prix Daphné Galizia (2019), le prix Gary Webb 2020 pour la liberté de la presse. Julian Assange a été pressenti pendant plusieurs années pour le Prix Nobel de la paix.

EN SUISSE · Jeudi 11 avril 2019. Dick Marty, ex-procureur général tessinois et ancien rapporteur sur les prisons secrètes de la CIA pour le Conseil de l'Europe : "Assange n'est qu'un fait que dire la vérité. Il a révélé des actions criminelles et réveillé la conscience internationale" <https://www.rts.ch/info/monde/10359555--je-suis-choque-assange-n-a-fait-que-dire-la-verite-clame-dick-marty.html> · Le 11 avril 2019. Intervention de Carlo Sommaruga, conseiller national socialiste genevois : <https://www.rts.ch/play/radio/forum/audio/arrestation-de-julian-assange-carlo-sommaruga-denonce-un-arrangement-politique?id=10340355> · Le 2 mai 2019. 22 juristes suisses de renom veulent que la Suisse accorde l'asile à Julian Assange : <https://www.swissinfo.ch/fre/des-juristes-appellent-la-suisse-%C3%A0-donner-l-asile-%C3%A0-julian-assange/44935822> · Le syndicat Adetra, Genève est actif sur ce dossier depuis mars 2019 et a organisé deux rassemblements les 13 avril et 28 mai 2019

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=45&Itemid=35

Le 26 décembre 2019. Un proche de l'Adetra, Bertrand Du Pasquier, a contacté l'un de ses amis cardinal qui a adressé un message au Pape François afin qu'il intercède pour la libération de Julian Assange. Ce message suit un parcours protocolaire au sein du Vatican (Cardinal, Nonce, Secrétariat du Pape). · Le 15 mai 2019. Le Centre Europe - Tiers Monde (CETIM) <https://www.cetim.ch/la-campagne-mondiale-condamne-l-arrestation-de-julian-assange/> · L'avocate Zeina Wakim, basée à Genève, a apporté une importante contribution à ce dossier par ses conseils juridiques. · Du 8 novembre au 7 décembre 2019. L'Association pour le Patrimoine Industriel (API) a présenté une exposition sur la Presse/censure, incluant des présentations sur Julian Assange et Chelsea Manning, avec des ateliers, tables rondes, conférences et projection <http://www.darksite.ch/alachaine/spip/spip.php?article468> · Le 16 novembre 2019. Le journaliste Guy Mettan <http://www.darksite.ch/alachaine/spip/spip.php?article468> · Le 19 décembre 2019. Rassemblement devant l'ONU organisé par l'association Solidarités sans frontières, avec un Appel aux autorités suisses signé par 19 organisations et partis suisses <https://www.facebook.com/events/2558148767608500/> · Le 1er mars 2020. La Radio télévision suisse (RTS) interviewe l'avocat et parlementaire national Jean-Luc Addor (UDC) <https://www.rts.ch/play/tv/mise-au-point/video/jean-luc-addor-un-udc-defenseur-de-julian-assange?id=11132036> · Le 19 décembre 2019. La RTS Interviewe Nils Melzer <https://www.rts.ch/play/tv/19h30/video/nils-melzer-julian-assange-montre-les-symptomes-des-victimes-de-tortures-psychologiques-?id=10957872> · Le 29 décembre 2019. La RTS interviewe Nils Melzer <https://www.rts.ch/info/monde/10974723-lattitude-des-etatsunis-dans-le-cas-assange-rappelle-un->

regime-dict · Le média suisse Horizons et débats, avec plusieurs articles de fond <https://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2019/n-25-25-novembre-2019/le-silence-cest-la-participation.html> et <https://www.zeit-fragen.ch/fr.html> · Le 17 juin 2019. Interview d'Alfred de Zayas : <https://dezayasalfred.wordpress.com/2019/06/17/interview-on-the-arrest-of-julian-assange/> · Le 19 février 2020. Le Courrier <https://lecourrier.ch/2020/02/19/geneve-pourrait-accueillir-julian-assange/> · Le 15 avril 2019. Le Parti suisse du travail exige que le gouvernement suisse accorde l'asile politique à Julian Assange : <http://www.pst.ch/v5/spip.php?article558> · Le 28 décembre 2019. Le journal "SonntagsBlick" interviewe Nils Melzer : "L'attitude des Etats-Unis dans le cas Assange rappelle un régime dictatorial" https://www.blick.ch/news/ausland/schweizer-uno-sonderbeauftragter-ueber-prozess-gegen-julian-assange-das-erinnert-an-ein-diktatorisches-regime-id15683116.html?utm_medium=social&utm_campaign=share-button&utm_source=twitter · Le 11 février 2020. L'affaire Julian Assange parvient au niveau fédéral : au cours de la session de printemps, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, cherchera personnellement à échanger directement avec les députés au Parlement fédéral <https://www.blick.ch/news/politik/wikileaks-gruender-in-isolationshaft-der-fall-assange-erreicht-bundesbern-id15740250.html> · Le 16 janvier 2013, EPFL le Mediengruppe Bitnik a envoyé un paquet adressé à Julian Assange, le fondateur de Wikileaks, à l'ambassade d'Equateur à Londres. https://www.epfl.ch/campus/art-culture/museum-exhibitions/artlab/fr/page-146276-fr-html/come-chat-with-me_fr/come-chat-with-me-modules/come-chat-with-me-delivery-for-mr-assange_fr/ Objets parlementaires déposés en Suisse : Niveau national. Objets parlementaires déposés au Conseil national (Parlement fédéral) : <https://www.parlament.ch/fr/suche#k=assange> Le 27 septembre 2013. Initiative parlementaire de M. Carlo Sommaruga, socialiste : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20130465>

Le 16 décembre 2016. Interpellation de M. Jean-Luc Addor, UDC : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20164161>

Le 9 mai 2019. Question de M. Denis Reussille, Vert et POP : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20195241>

Le 5 juin 2019. Question de M. Carlo Sommaruga, socialiste <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20195298>

Le 11 juin 2019. Réponse du Conseil fédéral aux Questions de MM. Reussille et Sommaruga : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=46260> Vidéo de l'intervention de la Conseillère fédérale (membre du gouvernement suisse), Mme Karin Keller-Sutter : https://par-pcache.simplex.tv/content/5/9/131477/simvid_1.mp4

Niveau cantonal genevois. Objet parlementaire déposé au Grand conseil : Le 27 février 2020, le Grand Conseil genevois a adopté à une large majorité la Résolution déposée par le député écologiste Jean Rossiaud, invitant le gouvernement suisse à délivrer de toute urgence un Visa humanitaire à M. Julian Assange afin de lui permettre de venir à Genève pendant quelques mois pour y être soigné. Cette Résolution parlementaire a été soutenue par six des sept partis représentés au Grand Conseil, ainsi que par le Conseil d'Etat genevois (Exécutif cantonal).

Débats au Grand Conseil ayant porté sur la résolution R 906 (voir à 21h44) : <https://ge.ch/grandconseil/sessions/video/020210/53/>

Début avril, le Conseiller d'Etat, membre de l'Exécutif genevois, M. Mauro Poggia, a entrepris des démarches au niveau fédéral.

Niveau municipal genevois. Objet parlementaire déposé au Conseil municipal : Le 5 février 2019. M. Eric Bertinat, conseiller municipal UDC et ex-président du Conseil municipal de la Ville de Genève, a déposé une Résolution en faveur de M. Julian Assange : <https://www.ville-geneve.ch/conseil-municipal/objets-interventions/detail-objet/objet-cm/233-176e/>

La Résolution a été acceptée au niveau municipal.

Le 21 mai 2019. Réponse du Conseil fédéral à la Résolution de M. Eric Bertinat du 5 février 2019, demandant que la Suisse offre ses bons offices pour régler au mieux cette "scandaleuse affaire", avec un commentaire de M. Eric Bertinat :

<https://www.facebook.com/254994255204668/photos/a.256538401716920/356227355081357/?type=3&theater>

En complément - Protection des lanceurs d'alerte : Bruxelles, le 14 février 2019. Lettre ouverte de Reporters sans frontières et 79 autres organisations adressée au Conseil de l'UE et aux États membres concernant la directive sur les lanceurs d'alerte <https://rsf.org/fr/actualites/lanceurs-dalerte-lettre-ouverte-au-conseil-de-lue-et-aux-etats-membres> Nota bene : cette liste n'est pas exhaustive ! De très nombreuses autres personnalités et organisations, dont celles d'Amérique latine, soutiennent également Julian Assange ! Cette liste provisoire des soutiens à Julian Assange a été réalisée par le Syndicat Adetra à Genève E-mail Adetra : info@adetra.org

Le 13 juin 2019, modifié le 19 novembre 2019 PROPOSITION DE COURRIEL À ENVOYER À VOS CONTACTS : Vous pouvez reprendre cette proposition de courriel, avec le modèle de lettre destinée aux institutions, à votre convenance (pas de copyright).

LOGO de votre organisation Adresse Madame, Monsieur, Nous vous adressons une demande urgente de soutien à Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, dont la vie est aujourd'hui est gravement menacée. Depuis 2010, les Etats-Unis, soutenus par d'autres gouvernements, dont le Royaume-Uni et la Suède, persécutent et poursuivent Julian Assange pour avoir publié sur WikiLeaks, et en partenariat avec de grands médias, des dizaines de milliers de documents classifiés, avec des preuves sur des crimes de guerre et de torture, commis par l'armée américaine en Afghanistan et en Irak, dont la vidéo "Collateral Murder". Pour rappel, l'offensive armée des Etats-Unis et de leurs alliés britanniques en Irak, avait été déclarée "illégal" par Kofi Annan. L'organisation indépendante Iraq Body Count (IBC), a dénombré entre 2003 et 2010, 122'000 morts parmi les civils irakiens (à noter que les chiffres de l'IBC se basent sur des décès reconnus officiellement). Dès 2010, après que Julian Assange ait été innocenté par une enquête suédoise relative à une allégation de viol, la Suède réouvre ce dossier à maintes reprises, calomniant Julian Assange afin de le discréditer auprès de l'opinion publique, et essayant de l'extrader vers les Etats-Unis via la Suède. Dès 2010, Julian Assange est privé de liberté à Londres, une semaine après avoir commencé à publier "Cablegate" qui fait référence à la publication par WikiLeaks (en 2010) de centaines de milliers de câbles diplomatiques américains, exposant les intrigues du gouvernement américain et de ses alliés dans le monde. En 2012, Julian Assange se réfugie à l'Ambassade d'Equateur afin d'échapper à une extradition vers les Etats-Unis. Le 11 avril 2019, l'actuel président de l'Equateur met illégalement fin à son asile politique. Julian Assange est alors arrêté par la police britannique dans l'enceinte de l'ambassade, puis immédiatement incarcéré dans une prison britannique de haute sécurité connue pour ses conditions brutales. C'est là que sont habituellement détenus les prisonniers condamnés pour les meurtres les plus graves et pour des infractions terroristes ! Le 23 mai 2019, les Etats-Unis inculpent Julian Assange pour espionnage, puis le 10 juin 2019 ils présentent officiellement une demande d'extradition au Royaume-Uni. Or, nous savons que si Julian Assange devait être extradé aux USA, il ne bénéficierait en aucun cas d'un procès équitable. La récente inculpation pour espionnage entraînerait un emprisonnement à vie, un risque de torture, voire la peine capitale. A cet égard, la justice fédérale américaine autorise la peine de mort pour l'espionnage, selon le site spécialisé Death Penalty Information Center. https://www.lepoint.fr/monde/julian-assange-sera-extrade-vers-les-etats-unis-affirme-washington-21-07-2019-2325838_24.php <https://deathpenaltyinfo.org/> Selon la déclaration de l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) : "Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, le gouvernement des Etats-Unis a porté des accusations criminelles en vertu de la Loi sur l'espionnage contre un éditeur pour la publication d'informations véridiques. C'est une attaque directe contre le Premier Amendement [à la Constitution des Etats-Unis, qui établit la liberté de la presse]. Ces accusations constituent une grave attaque de l'administration Trump contre le journalisme, établissant un dangereux précédent qui peut être utilisé pour cibler tous les organismes de presse qui exercent un contre-pouvoir au gouvernement."

Début juin 2019, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, a averti que Julian Assange pourrait mourir en prison si sa persécution ne cessait pas immédiatement. <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/06/08/asfb-j08.html>

Le 5 octobre, le père de Julian Assange, John Shipton, a déclaré que l'état de santé de son fils s'est détérioré au point où il risque de mourir. <https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/05/ship-o05.html>

Le 8 octobre, le WWSW nous informe que la vie de Julian Assange est en grand danger à la prison de haute sécurité de Belmarsh à Londres où il continue de subir de graves sévices. <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/10/08/pers-o08.html>

Le 12 octobre, nous avons été constertés d'apprendre : Un journaliste de l'AFP a déclaré qu'Assange, qui s'est présenté hier à l'audience d'administration par liaison vidéo, "a donné son nom et son âge d'une voix haletante et légèrement grinçante tout en se balançant d'avant en arrière, les épaules affaissées. Assange a commencé à tirer sur les manches de son pull sur les jambes croisées tout en écoutant le juge passer quelques minutes à examiner l'affaire." <https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/12/pers-o12.html>

Suite à l'audience du 21 octobre, Craig Murray, ancien diplomate britannique et actuel défenseur des droits de l'homme a déclaré que «l'apparence physique d'Assange n'était pas aussi bouleversante que sa détérioration mentale. Lorsqu'on lui a demandé de donner son nom et sa date de naissance, il a visiblement eu de grandes difficultés pendant plusieurs secondes à s'en souvenir». Murray a écrit dans une sérieuse mise en garde : «Toutes les personnes présentes au tribunal hier ont constaté que l'un des plus grands journalistes et dissidents de notre époque fait l'objet de torture à mort aux mains de l'État, sous nos propres yeux.» <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/10/25/pers-o25.html>

Compte tenu de ce qui précède, nous vous proposons d'envoyer des lettres de soutien à Julian Assange, destinées à votre gouvernement, au Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), et au gouvernement britannique. Voici le modèle de lettre que nous mettons à votre disposition : Mesdames, Messieurs, Nous vous écrivons pour vous demander instamment de protéger la vie du fondateur de WikiLeaks, M. Julian Assange. Le 12 avril 2019, Dick Marty, ex-procureur général tessinois et ex-rapporteur sur les prisons secrètes de la CIA pour le Conseil de l'Europe déclarait : "Assange n'a fait que dire la vérité. Il a révélé des actions criminelles et réveillé la conscience internationale".

En publiant des faits qu'un gouvernement préférerait garder secrets, la presse d'investigation assume un rôle de contre-pouvoir et de préservation de la démocratie. Les citoyens doivent pouvoir accéder à des informations véridiques, c'est un droit fondamental dans nos démocraties. Or l'administration Trump, en décidant d'inculper Julian Assange pour espionnage, viole ce droit et met en danger la liberté de la presse d'investigation et les lanceurs d'alerte. Par ailleurs, nous sommes très reconnaissants à WikiLeaks d'avoir révélé des documents issus des négociations secrètes sur les grands accords de libre-échange, tels le TISA, le TPP et le TTIP.

Le 16 avril 2019, le Parlement européen a adopté à une large majorité une nouvelle loi visant à renforcer la protection des lanceurs d'alerte et à les empêcher de subir des représailles et des conséquences telles que condamnations, exil forcé et procédures judiciaires sans fin. En particulier, et c'est très important, cette directive stipule que lorsqu'un journaliste ou un lanceur d'alerte découvre des secrets d'État qui sont dans l'intérêt public, ils ne doivent pas être poursuivis pour leur acte de service public. La vérité doit être révélée dans tous les cas, et les lanceurs d'alerte qui la révèlent doivent être protégés. Nous pensons que c'est incontestablement le cas de M. Julian Assange, c'est pourquoi cette loi devrait être appliquée pour le protéger de toute mesure de rétorsion éventuelle à la suite de son travail sur la plateforme WikiLeaks. Par conséquent, nous vous demandons de vous référer à cette nouvelle législation et vous prions instamment d'entreprendre toutes les démarches nécessaires pour une amélioration immédiate des conditions de détention illégales infligées à M. Julian Assange, et d'œuvrer pour sa libération. Nous vous remercions de votre attention et vous prions de recevoir, Mesdames, Messieurs, nos respectueuses salutations.

Nous vous remercions par avance de bien vouloir traiter notre demande dans les meilleurs délais. Avec nos cordiales salutations,

Signatures

Liens: Jeudi 11 avril. Déclaration de Dick Marty, ancien rapporteur sur les prisons secrètes de la CIA pour le Conseil de l'Europe : <https://www.rts.ch/info/monde/10359555--je-suis-choque-assange-n-a-fait-que-dire-la-verite-clame-dick-marty.html> Le 8 juin 2019. Interview de Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture par Chris Hedges (Emission Contact sur RT, 8 juin 2019) : <https://www.legrandsoir.info/interview-de-nils-melzer-rapporteur-special-des-nations-unies-sur-la-torture-rt.html>

Le 15 juin 2019. Entretien avec l'ancien ministre de l'Intérieur d'Islande Ögmundur Jónasson sur la façon dont il a mis à la porte une équipe d'enquêteurs du FBI d'Islande qui essayaient de piéger Julian Assange, fondateur de Wikileaks : <https://www.youtube.com/watch?v=CmPQY7cXOIg>

N.B. Nous avons intégré dans notre modèle de lettre présenté ci-dessus un extrait du document suivant :

Le 19 juin 2019, des membres du Parlement européen, certains d'entre eux ayant combattu l'accord TISA et/ou le TTIP et/ou le CETA, tels Emmanuel Maurel, Stelios Kouloglou et Patrick Le Hyaric, ou le JEFTA, tel Younous Omarjee, ont adressé une lettre ouverte au vice-président de la Commission européenne, Frank Timmermans : <file:///C:/Users/admin/AppData/Local/Temp/Assange%20Case%20Letter%20to%20Timmermans-1.pdf>

Le 28 octobre 2015. Emmanuel Maurel : vidéo sur les mesures de sécurité prises autour des négociations secrètes concernant le TTIP-TAFTA : <http://emmanuelmaurel.eu/dans-la-salle-de-lecture-securisee-du-ttip-des-piles-de-documents-negociés-dans-le-plus-grand-secret/>

Ce document très intéressant nous informe qu'une majorité de députés de la Commission parlementaire du commerce international (INTA) n'ont pas eu accès librement aux documents secrets issus des négociations sur le TTIP/TAFTA ! L'absence de transparence et la discrimination régnait par conséquent au sein même de la Commission du commerce international chargée d'examiner les accords commerciaux négociés par la Commission européenne !

Tract de l'Adetra Rassemblement mardi 28 mai 2019, 12h-14h, devant la Poste du Mt-Blanc, Genève Solidarité avec Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks ! Non à son extradition vers les USA ! Le 23 mai 2019, le ministère de la Justice des Etats-Unis a annoncé l'inculpation du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, avec plus de 17 chefs d'accusation, en vertu de la loi sur l'espionnage, en raison de son rôle dans la publication de dizaines de milliers de documents militaires et diplomatiques confidentiels sur les guerres menées en Afghanistan et en Irak. En 2010, c'est l'ex-analyste militaire américaine, Chelsea Bradley Manning, qui a transmis ces documents à WikiLeaks. Les rapports concernant la guerre en Irak ont révélé que l'armée américaine a tué 109'000 irakiens, dont 66'000 civils. L'armée a aussi commis des centaines de cas de violences, tortures et viols. En mars 2003, quelques jours avant le lancement de l'offensive américano-britannique en Irak, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait mis en garde Washington et Londres, soulignant qu'une guerre sans aval de l'ONU serait illégale. Or, le 20 mars 2003, les Etats-Unis et leurs alliés britanniques envahissaient l'Irak sans mandat de l'ONU. Suite à la récente annonce d'inculpation du gouvernement américain, le 23 mai 2019, l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) déclarait : "Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, le gouvernement a porté des accusations criminelles en vertu de la Loi sur l'espionnage contre un éditeur pour la publication d'informations véridiques. C'est une attaque directe contre le Premier Amendement [à la Constitution des Etats-Unis, qui établit la liberté de la presse]. Ces accusations constituent une grave attaque de l'administration Trump contre le journalisme, établissant un dangereux précédent qui peut être utilisé pour cibler tous les organismes de presse qui exercent un contre-pouvoir au gouvernement." Pour rappel, dès 2010, les révélations de WikiLeaks ont été relayées par de grands quotidiens nationaux, comme le New York Times, The Guardian, Le Monde, El Pais et Der Spiegel. De 2012 à 2019, Julian Assange s'est réfugié à l'Ambassade de l'Equateur à Londres afin d'éviter une probable extradition vers les USA. Après avoir été trahi par l'actuel président de l'Equateur Lenin Moreno qui a mis fin à son asile politique, il a été arrêté le 11 avril 2019 par la police britannique, en vertu d'une demande d'extradition américaine pour "piratage informatique", passible de 5 ans de prison. Or, le nouvel acte d'accusation pour espionnage est infiniment plus grave que le précédent en raison de la menace qu'il fait peser sur la vie de Julian Assange. Selon John

Kiriakou, ancien agent antiterroriste de la CIA, Assange n'a aucune chance d'obtenir un procès équitable.

D'autre part, en tant que syndicat, nous sommes particulièrement reconnaissants à WikiLeaks et à Julian Assange d'avoir révélé des documents issus des négociations secrètes sur divers accords de libre-échange, dont celui sur le commerce des services Tisa, négocié à Genève. Ces accords font peser une grave menace sur nos démocraties, nos services publics et la protection de l'environnement. Il est par ailleurs inadmissible que nous ne soyons pas informés du contenu de ces accords qui nous concernent directement dans notre vie quotidienne. Même les élus européens et nationaux n'y ont généralement pas accès. Le Ceta est entré en vigueur entre l'UE et le Canada, le Tafta et le Tisa sont actuellement bloqués. Pour conclure, selon la récente déclaration de l'ancien procureur tessinois Dick Marty : "Assange n'a fait que dire la vérité en découvrant des actes criminels et en éveillant la conscience internationale". Par conséquent, nous demandons que Julian Assange et Chelsea Manning (à nouveau emprisonnée) soient libérés. En effet, lorsqu'un lanceur d'alerte, un journaliste ou un éditeur dénonce des secrets d'Etat qui sont dans l'intérêt public, il ne devrait pas être poursuivi. Tous les lanceurs d'alerte doivent pouvoir bénéficier d'une protection au niveau international

Rassemblement organisé par le Syndicat Adetra, 15 rue des Savoises, 1205 Genève Nota bene concernant la guerre en Irak (post-manifestation) : Le nouveau bilan de l'Iraq Body Count (2010) s'élève désormais à 122'000 morts parmi les civils, soit un chiffre déjà deux fois plus important que celui avancé par Wikileaks. <https://www.france24.com/fr/20101023-bilan-victime-guerre-irak-morts-objet-controverse-wikileaks-iraq-irak-body-comptage-methodologie>